du ministère provincial des travaux publics, ont fait servir l'argent du trésor fédéral à des fins électorales. Je demande au ministre du Travail...

L'hon. M. LAPOINTE: Il n'est pas ici.

L'hon. M. VENIOT: Il ne m'entendra pas, mais il pourra lire le *hansard* demain. Maintenant que le ministre du Travail a la preuve que l'argent du trésor fédéral a été dépensé pour ces travaux de voirie, je lui demande d'obtenir les rapports de M. Carter sur le vieux chemin de Miramichi, sur le chemin de Blue-Cove, sur le chemin de Bennie-Petre, sur le chemin de Bathurst-Sud et sur les autres. J'allais aussi mentionner les routes des rives nord et sud de la rivière Tracadie, mais M. Carter rapporte qu'il n'a rencontré qu'un seul individu et qu'il n'a pu obtenir aucun renseignement. Dans ces cas où M. Carter n'a pu obtenir de témoignages suffisants, le ministre aurait dû le renvoyer pour tenter un nouvel effort. Dans tous les cas, les témoignages entendus jusqu'ici auraient dû être portés à la connaissance de la Chambre. Si on le fait, je démontrerai qu'ils confirment ce que j'ai dit aujourd'hui.

Prenons les cas du vieux chemin de Miramichi et de Bathurst-Est qui, selon M. Carter, ne bénéficiaient pas des secours fédéraux. Ces travaux se sont faits à l'aide des secours fédéraux, puisque le ministre provincial des Travaux publics a déclaré qu'on y a dépensé près de \$14,000 de l'argent du trésor fédéral, tandis qu'on n'y a dépensé que \$5,000 de l'argent de la province. Telle est la réponse qu'on a faite dans la législature du Nouveau-Brunswick, M. Carter savait que j'avais dit que les individus dont les noms se trouvaient sur le bordereau de paie du 26 octobre n'avaient pas travaillé. Je lui ai demandé de s'enquérir de la chose et il l'a fait. Il a constaté que certains individus dont les noms se trouvaient sur le bordereau de paie du 26 octobre n'avaient pas travaillé. Il est allé voir le premier garde-temps qui lui a déclaré n'y rien comprendre. Le nom du premier garde-temps se trouvait aussi sur cette liste de paie; or il s'est tenu durant toute cette journée autour des bureaux de scrutin, voyant à faire voter les gens. Et cependant il ne peut comprendre comment il se fait que ces hommes n'aient pas travaillé ce jour-là. Il a envoyé M. Carter auprès d'un jeune écolier de dix-sept ans qui agissait comme assistant-garde-temps. Cet enfant a déclaré à M. Carter qu'il a inscrit les noms de ces hommes sur le bordereau de paie conformément aux instructions de son père et de William Gallagher. Est-il vrai que ces bordereaux de paie ont été truqués? Le *St-John Telegraph-Journal* rapporte que le ministre provincial des travaux publics, répondant le 22 mars à un discours

[L'hon. M. Veniot.]

que j'avais prononcé ici le 8 février, a déclaré qu'en effet les noms d'un certain nombre d'individus qui n'avaient pas travaillé le 26 octobre, avaient été inscrits sur le bordereau de paie de ce jour-là, mais que, dès qu'on eut découvert que ces hommes n'avaient pas travaillé ce jour-là leurs noms ont été retranchés.

Cela prouve le bien-fondé de ce que j'ai dit au département du Travail, au moins à cet égard. Cela prouve aussi que les directeurs des travaux—je ne sais s'ils ont reçu des instructions du département provincial ou d'une autre autorité—n'ont pas hésité un instant à employer des subsides fédéraux comme fonds électoraux. Quoi d'étonnant à ce que j'aie protesté si vigoureusement contre le fait de confier davantage l'emploi de ces fonds au ministre des travaux publics, quand une commission royale a fait rapport que trois ou quatre inspecteurs, dans son propre comté de Restigouche, ont dérobé quelque \$7,960 des fonds publics affectés aux travaux de voirie dans le comté?

Je discute la question ce soir, pour justifier l'attitude que j'ai prise le 8 mars. J'ai mentionné alors les déboursés faits dans le comté de Saint-Jean, et j'ai dit qu'une grande partie de l'argent a été dépensée avant l'approbation des projets. J'ai affirmé en outre que l'exécution des entreprises approuvées de novembre 1930 au mois de mars 1931, et celles qui ont été approuvées le 25 novembre 1931—je parlais alors du premier projet—a été ajournée jusqu'après l'élection complémentaire. Si je ne me trompe, les projets de travaux dans le comté de Saint-Jean ont été approuvés en février 1931 et une partie de l'argent a été dépensée. Tout le monde reconnaît au Nouveau-Brunswick qu'à cette époque le chômage sévissait dans le comté de Saint-Jean, surtout dans les paroisses de Simonds et Lancaster. Cependant, on a différé l'emploi de ces \$7,300 et on ne les a dépensés qu'en juin, le mois où l'élection partielle a eu lieu dans le comté de Saint-Jean, la date de cette élection étant le 29 juin 1931. Les bordereaux de paie du département des travaux publics du Nouveau-Brunswick me fournissent la preuve que ce déboursé de \$7,300 a été différé jusqu'en juin.

J'ai affirmé aussi que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a dépensé de fortes sommes avant d'avoir soumis les projets au département du Travail, et j'en trouve aussi la preuve dans les bordereaux de paie du Nouveau-Brunswick. En septembre 1931, il a dépensé \$13,168; en octobre, \$17,093; en novembre, \$7,863, et cependant les projets n'ont été approuvés que le 26 novembre. J'ai donc prouvé ce que j'ai affirmé à cet égard à la Chambre.

Je reviens aux déboursés effectués dans le comté de Gloucester. Le ministère des tra-